

L'activité régionale au ralenti dans un contexte économique qui se dégrade

Au 4^e trimestre 2012, la situation en Corse se dégrade, avec un taux de chômage à 10 %, un marché immobilier dans l'expectative et un secteur de la construction inquiet. L'emploi salarié est atone alors que le chômage poursuit sa hausse et que la situation conjoncturelle dans son ensemble, un temps épargnée, converge vers celle du reste de la métropole. Le repli du pouvoir d'achat national sur longue période affecte la consommation des ménages et entretient un contexte global défavorable. Ce contexte économique national, dans une zone euro toujours inquiète, induit chez les entrepreneurs et les investisseurs un manque de visibilité. L'attentisme généralisé dans une Europe du Sud en proie à une austérité prolongée accentue les incertitudes des agents économiques régionaux sur la saison touristique 2013. Celle-ci devrait tout de même bénéficier d'un certain regain de confiance autour de l'évènement « Tour de France ».

Synthèse régionale

L'emploi salarié s'effrite de -0,2 % par rapport au 3^e trimestre alors que la hausse du chômage s'intensifie (+0,6 point en évolutions trimestrielle et annuelle). Le taux de chômage régional atteint 10 %, son plus haut niveau depuis 2002. Le circuit économique régional, largement bâti sur la consommation et les micro-entreprises du secteur présentiel fonctionne au ralenti en espérant le retour de la croissance. L'attentisme gagne également le secteur de l'immobilier où le stock de logements neufs invendus atteint un record.

La fréquentation hôtelière est traditionnellement en retrait en fin d'année mais affiche un niveau d'activité assez élevé. En revanche, la situation au niveau entrepreneurial continue de montrer des signes d'essoufflement avec des évolutions similaires, voire plus inquiétantes que dans le reste du pays, notamment en termes de défaillances d'entreprises. Par ailleurs, le secteur de la construction est inquiet car les perspectives de mises en chantier sont incertaines pour 2013. Enfin, les transports connaissent notamment une baisse du trafic de marchandises traduisant un contexte économique morose.

Le contexte international

Fin 2012, l'activité a calé dans les économies avancées (-0,2 % après +0,3 % au 3^e trimestre). Les économies émergentes ont pourtant gagné en dynamisme mais les économies avancées n'en ont pas profité. Aux États-Unis, malgré la résistance de la consommation des ménages et de l'investissement, l'activité a connu un trou d'air (0,0%), en raison du repli de la consommation publique et d'importants mouvements de déstockage. En zone euro, net recul de l'activité : -0,6% après -0,1%. Notamment, la production manufacturière, stable au 3^e trimestre, s'est fortement repliée fin 2012.

Au 1^{er} trimestre 2013, l'activité resterait dynamique dans les économies émergentes et elle rebondirait dans les économies avancées (+0,4 %). Le rythme de progression redeviendrait soutenu aux États-Unis (+0,6 % après 0,0 %) grâce à la résistance de la demande interne et ce, en dépit des hausses de prélèvements sur les ménages décidées fin 2012. Dans la zone euro, l'activité cesserait de se contracter (+0,1 % après -0,6 %), grâce au redémarrage de la locomotive allemande (+0,5 % au 1^{er} trimestre). En revanche, l'Espagne et l'Italie resteraient à la peine. L'activité des économies avancées se tasserait au 2^e trimestre 2013 (+0,2 %), notamment aux États-Unis sous l'effet de coupes budgétaires.

La conjoncture nationale

En France, l'activité s'est repliée fin 2012, avec une intensité toutefois moindre que dans les autres grands pays européens (-0,3 % après +0,2 %). La production manufacturière a subi un fort repli (-2,6 % après +1,1 %). Entraînées par la faiblesse des échanges dans les pays avancés, les exportations ont reculé (-0,6 % après +1,0 %) tandis que les investissements des entreprises ont diminué (-0,8 % après -0,6 %). De même, les dépenses de consommation des ménages ont été atones (-0,1 %, après +0,1 %).

Au 1^{er} semestre 2013, de meilleures perspectives d'activité dans l'industrie suggèrent un repli moindre de l'activité manufacturière. Grâce à l'embellie mondiale, les exportations accélèreraient. En revanche, la demande intérieure resterait atone. Le pouvoir d'achat des ménages resterait freiné par la dégradation du marché du travail et par l'augmentation des prélèvements ; la consommation des ménages serait stable. En outre, l'investissement reculerait encore. L'activité serait ainsi quasi-stable au 1^{er} semestre (0,0 % au 1^{er} trimestre 2013 puis +0,1 % au 2^e) ; 74 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage atteindrait 11,0 % mi-2013.

Stagnation des créations d'emplois en Corse mais une situation toujours plus favorable que sur le continent

L'emploi salarié marchand non agricole perd 0,2 % en Corse par rapport au trimestre précédent et connaît une évolution identique à celle du niveau national. En rythme annuel, le nombre d'emplois régionaux gagne toutefois 1,2 % alors qu'à l'échelle nationale il cède 0,6 %.

Le fléchissement de l'emploi ce trimestre touche les secteurs de l'industrie (-0,7 %), du commerce et du tertiaire marchand hors intérim (avec -0,1 % pour chacun). A l'inverse, l'emploi progresse très légèrement dans la construction (+0,3 %).

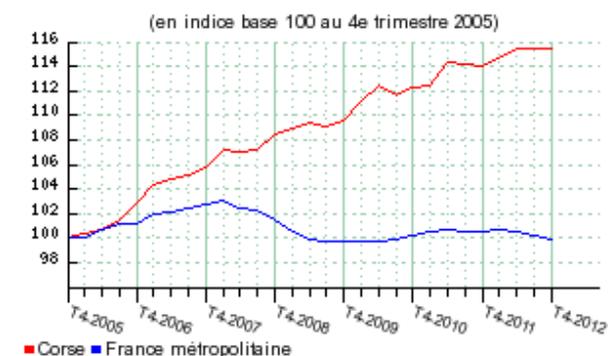
Ces évolutions des différents secteurs du marché de l'emploi, bien que légèrement positives en rythme annuel demeurent insuffisantes pour contenir le phénomène d'intensification du chômage qui a marqué la fin de l'année 2012.

Les deux départements ont un comportement similaire : ils connaissent une légère diminution de l'emploi ce trimestre (-0,2 % en Corse-du-Sud et -0,1 % en Haute-Corse). En revanche, les secteurs d'activité sont impactés différemment. En Haute-Corse, les pertes d'emplois sont dans l'industrie et la construction. En Corse-du-Sud ce sont les services marchands hors intérim et le commerce qui diminuent.

Toutefois, l'emploi sur l'année a respectivement progressé de 1,7% et 1,2% en Corse-du-Sud et en Haute-Corse.

Quant à l'intérim, classé dans les services marchands, il connaît de fortes fluctuations, du fait principalement d'effectifs particulièrement faibles sur l'île. En effet ceux-ci sont tout au plus de l'ordre de 200 emplois pour chaque département. L'impact de l'intérim est donc généralement considéré comme marginal en Corse. On observe néanmoins un relatif « décollage » de ce secteur depuis 2008.

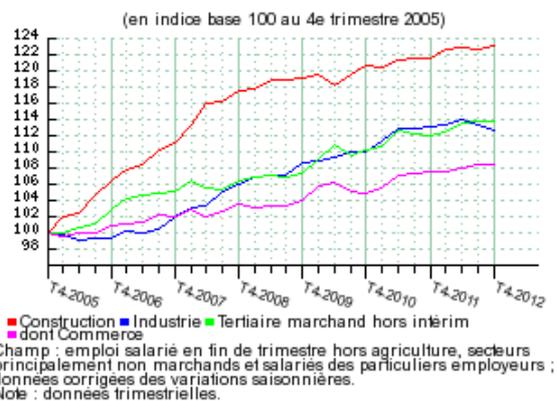
Emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

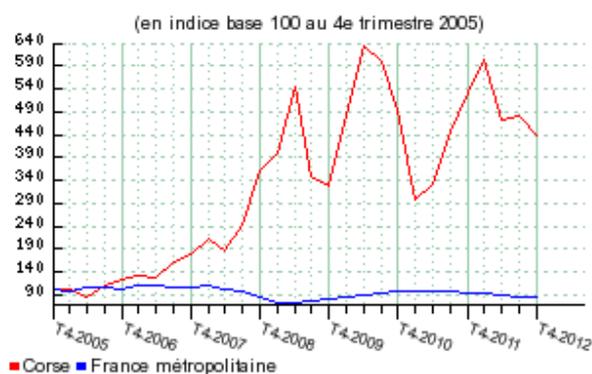
Source : Insee, Estimations d'emploi

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Corse



Source : Insee, Estimation d'emploi

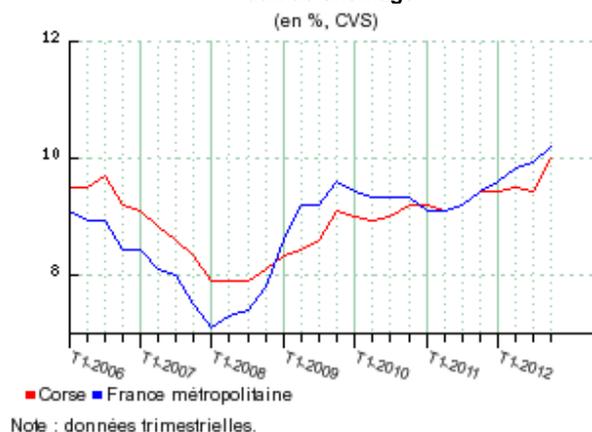
Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimations d'emploi

Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage au sens BIT et taux de chômage localisé

Le taux de chômage régional croît toujours comme le taux national

En Corse, le taux de chômage à la fin du trimestre s'établit en données corrigées des variations saisonnières à 10 % de la population active, soit 0,6 point de plus qu'au trimestre précédent. Cette progression au 4^e trimestre est parmi les plus rapides des régions françaises et situe la Corse en milieu de peloton des régions en termes de taux de chômage.

Les demandeurs d'emplois de catégories A, B et C ont vu leur nombre augmenter de 10 % entre la fin du 4^e trimestre 2011 et la fin du 4^e trimestre 2012 (+ 9 % au niveau national). Cela correspond à 1 540 chômeurs supplémentaires, ce qui porte le nombre de chômeurs en Corse à 16 887 au 31 décembre 2012, avec notamment un bond de 19 % (+ 543 chômeurs) pour les demandeurs d'emplois de plus de 50 ans.

À l'échelon métropolitain, le taux de chômage est de 10,2 % avec une hausse trimestrielle de 0,3 point. En un an, le taux de chômage s'est accru de + 0,8 point au niveau national contre + 0,6 point pour la Corse.

Convergence rapide des taux de chômage départementaux autour de 10 %

En Haute-Corse, le taux de chômage du 4^e trimestre atteint 10,1 % et monte de 0,6 point en un an. En Corse-du-Sud, il est de 10 % et s'accroît de 0,8 point. Cette intensification de l'accélération du chômage s'observe aussi sur les évolutions trimestrielles, qui sont de + 0,6 point en Haute-Corse et de + 0,7 point en Corse-du-Sud. Loin d'être un cas isolé, cette accélération du chômage s'observe aussi dans les autres régions.

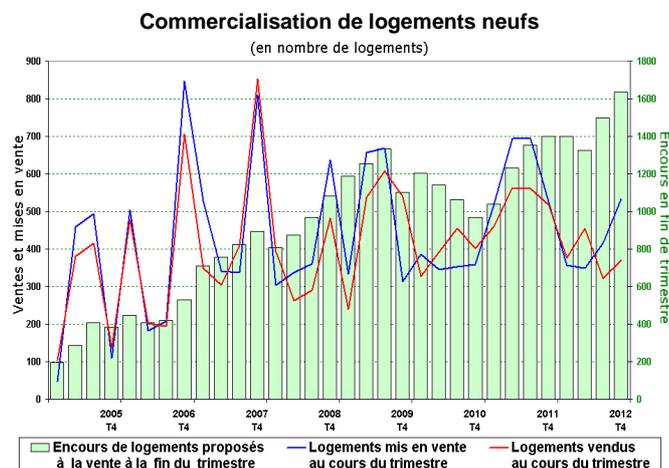
Ventes de logements neufs : encore en baisse et record d'inventaires face à un attentisme de la demande

Au cours du 4^e trimestre 2012, 370 logements neufs ont été vendus en Corse, ce qui représente une baisse de 28,4 % par rapport au 4^e trimestre 2011 (- 28,0 % au niveau national). Les ventes cumulées en 2012 sont inférieures de 577 logements neufs à celles de 2011, soit - 27,4 %. Cette forte baisse sur un an est principalement causée (à hauteur de presque 90 %) par le fort repli des ventes de logements neufs collectifs. Les ventes annuelles de logements neufs individuels passent quant à elles de 153 en 2011 à 93 en 2012.

Durant le 4^e trimestre 2012, 533 logements ont été mis en vente, soit 1,5 % de plus qu'au 4^e trimestre 2011 (contre - 34,3 % au niveau national). Cette hausse sur un an résulte uniquement des mises en vente de logements neufs individuels qui passent de 6 à 68 alors que celles des logements collectifs passent de 519 à 465. L'encours de logements neufs proposés à la vente continue de croître pour atteindre le record de 1 636 logements ce trimestre, soit + 16,9 % en variation annuelle. Cela traduit la position attentiste des acheteurs qui, soit par choix stratégique (anticipation d'une baisse des prix) soit par contrainte (manque de moyens financiers), décident de différer leurs achats de logements.

Fin 2012, le prix moyen au mètre carré à la réservation des logements en immeubles collectifs a augmenté par rapport à l'an dernier (+ 15,3 % en Corse contre + 0,9 % pour la France métropolitaine).

En revanche, le prix de vente moyen des maisons individuelles a fortement baissé ce trimestre par rapport au 4^e trimestre de 2011 (- 12,6 % en Corse contre - 0,6 % pour la France métropolitaine).



Source : SoeS, ECLN (données provisoires du 27/02/2013)

Par ailleurs, le secteur de la construction, indicateur avancé des éventuels retournements conjoncturels de l'économie, est en proie au doute sur son activité future et ne laisse guère entrevoir d'amélioration pour 2013.

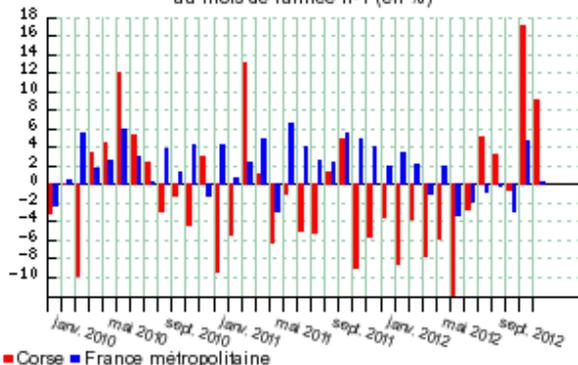
La fréquentation touristique croît mais reste typique d'un 4^e trimestre

Le 4^e trimestre marque traditionnellement une mise en veille de l'activité touristique. La fréquentation touristique sur ce trimestre est d'ailleurs principalement présente sur le mois d'octobre (67 % des nuitées du trimestre) et concerne surtout des touristes français (84 %). Un certain regain d'intérêt pour la période hors saison semble néanmoins se profiler. Ce constat est d'autant plus singulier qu'il succède à un 3^e trimestre déjà caractérisé par une activité en arrière saison plus forte qu'habituellement.

En effet, l'évolution annuelle du nombre de nuitées est de + 3,7 % ce trimestre, à raison de + 2,4 % pour la clientèle française et de + 10,8 % pour la clientèle étrangère. Au niveau national, les nuitées ne varient que de + 0,3 % par rapport à l'an dernier. Parallèlement, le nombre d'arrivées en Corse progresse de 7,4 % sur un an, à raison de + 6,8 % pour la clientèle française et de + 11,1 % pour la clientèle étrangère. Au niveau national, les arrivées perdent 0,2 %.

Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Évolution du nb de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Note : données mensuelles brutes.

Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux

La démographie des entreprises continue de se dégrader

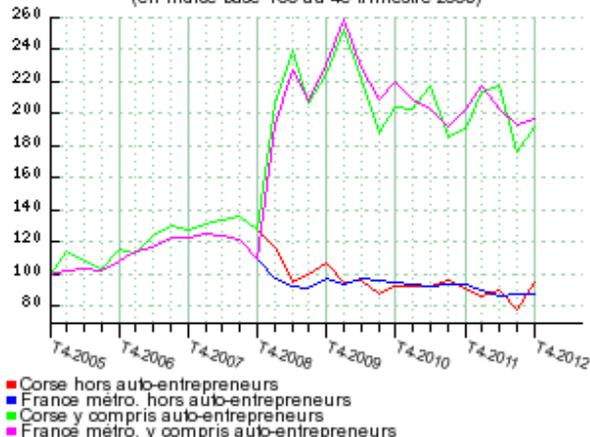
En Corse, au 4^e trimestre 2012, le nombre d'entreprises créées hors auto-entrepreneurs atteint 460 unités (données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables) contre 441 au 4^e trimestre 2011. Cette hausse (+ 4,3 %) contraste avec l'évolution nationale (- 6,4 %). Elle est toutefois à relativiser car résulte d'un contrecoup par rapport à un 3^e trimestre en forte baisse (- 18% sur un an). Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2012, les créations d'entreprises (hors auto-entrepreneurs) diminuent de 6 % par rapport à 2011, soit la même évolution que dans le reste du pays. De même, l'évolution des créations y compris auto-entrepreneurs en 2012 est comparable à celle du niveau national avec une stagnation (+ 0,3 %).

Au niveau des défaillances d'entreprises, avec 100 défaillances au 4^e trimestre 2012, la hausse annuelle est de 1 % (+ 10,2 % en France métropolitaine). Mais les trimestres précédents ont connu un plus fort taux de défaillances, si bien qu'en données cumulées sur l'année 2012, il y a 9,8 % de défaillances de plus qu'en 2011 en Corse, alors qu'au niveau national la hausse est de 2,5 %.

Il conviendra de suivre en 2013 l'impact régional de la mesure de crédit d'impôt sur les petites entreprises, mesure qui est destinée à stimuler leur activité.

Créations d'entreprises

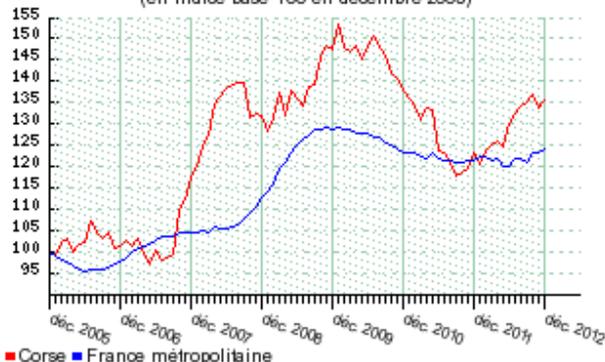
(en indice base 100 au 4e trimestre 2005)



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Défaillances d'entreprises

(en indices base 100 en décembre 2005)



Note : données mensuelles brutes au 5 mars 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : (créations d'entreprises): Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

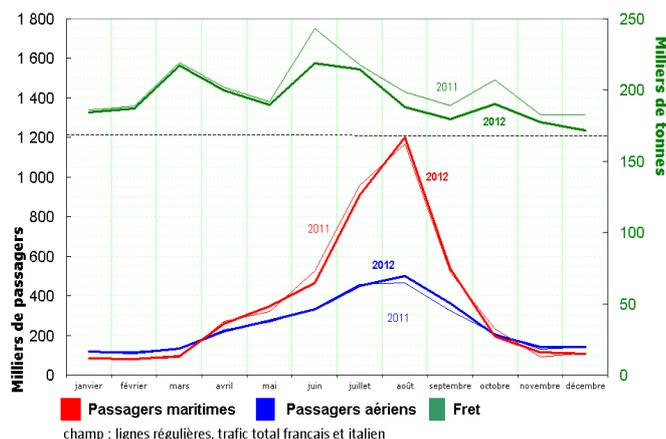
Source : (défaillances d'entreprises): Banque de France, Fiben

Transports : La baisse du fret est un indicateur du ralentissement économique

L'activité dans les transports de passagers diminue de - 1,6 % au 4^e trimestre par rapport à l'an dernier. Cette baisse globale masque une croissance de + 0,5 % dans l'aérien qui est plus que compensée par une baisse de - 3,9 % dans le maritime. Le niveau global demeure toutefois conforme à un 4^e trimestre. En 2012, le nombre de passagers transportés au total est quasiment égal à celui de 2011, avec environ 7,38 millions de personnes, la hausse de l'activité dans l'aérien (+ 1,8 %) compensant la baisse dans le maritime (- 1,3 %).

En revanche, dans le transport de fret, le trafic total en tonnes diminue de 5,9 % par rapport au 4^e trimestre 2011, avec 538 800 tonnes (soit -33 500 tonnes en glissement annuel). En données cumulées sur 2012, la baisse du fret est de 3,8 % sur un an. Principalement causée par un recul des entrées de marchandises en provenance du continent français, elle traduit surtout la diminution de la demande intérieure des ménages et des entreprises observée en 2012, et révèle un contexte conjoncturel régional qui se dégrade.

Trafics passagers et fret



Source : Observatoire Régional des Transports de la Corse